

ORLÉANS, le - 7 OCT. 2025

Monsieur le Directeur,


Par courrier du 22 avril 2025, vous avez été destinataire d'un arrêté vous mettant en demeure de respecter les dispositions de l'arrêté ministériel du 20 juin 2023 fixant les modalités d'une campagne d'analyse des substances per- et polyfluoroalkylées (PFAS).

À ce jour, vous avez transmis les déclarations GIDAF des trois campagnes de prélèvements suivis d'analyses PFAS sur les rejets aqueux de votre établissement. L'écart étant soldé, je vous informe que vous avez satisfait aux dispositions de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 22 avril 2025.

Mes services restent à votre disposition pour toute information complémentaire.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le directeur, l'expression de ma considération distinguée.

**Pour la préfète et par délégation,
Le directeur adjoint**



Nicolas GUILLET